

N. 97 — 1809

[C - 97/36048]

**23 JULI 1997. — Besluit van de Vlaamse regering
houdende sluiting van de zitting 1996-1997 van het Vlaams Parlement**

De Vlaamse regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 32, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 en het bijzonder decreet van 24 juli 1996;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De zitting 1996-1997 van het Vlaams Parlement wordt gesloten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 20 september 1997.

Art. 3. De Vlaamse minister bevoegd voor de binnenlandse aangelegenheden, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juli 1997.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting,

L. PEETERS

—————
TRADUCTION

F. 97 — 1809

[C - 97/36048]

**23 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement flamand
portant la clôture de la session 1996-1997 du Parlement flamand**

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 32, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et le décret spécial du 24 juillet 1996;

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. La session 1996-1997 du Parlement flamand est clôturée.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 septembre 1997.

Art. 3. Le ministre flamand qui a les affaires intérieures dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles le 23 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,

L. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 1810

[S - C - 97/29292]

14 JUILLET 1997. — Décret portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Par promotion de la santé au sens du présent décret, il faut entendre le processus qui vise à permettre à l'individu et à la collectivité d'agir sur les facteurs déterminants de la santé et, ce faisant, d'améliorer celle-ci, en privilégiant l'engagement de la population dans une prise en charge collective et solidaire de la vie quotidienne, alliant choix personnel et responsabilité sociale. La promotion de la santé vise à améliorer le bien-être de la population en mobilisant de façon concertée l'ensemble des politiques publiques.

(1) *Session 1996-1997.*

Documents du Conseil. — Projet de décret : 127, n° 1. — Amendements : 127, n°s 2 à 15 et 17 à 20. — Rapport : 127, n°16.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 8 juillet 1997.

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête un programme quinquennal de promotion de la santé, qui définit les lignes de force de la politique de promotion de la santé en Communauté française, ainsi que de la politique de médecine préventive envisagée dans ses aspects collectifs.

§ 2. Le Gouvernement arrête chaque année, avant le 31 décembre, un plan communautaire de promotion de la santé s'inscrivant dans le cadre du programme quinquennal susvisé, et définissant :

1. les composantes et programmes prioritaires à court et moyen terme retenus en matière de promotion de la santé;
2. les stratégies et méthodes à développer pour assurer la mise en œuvre et l'évaluation de ces composantes et programmes prioritaires;
3. les publics-cibles à intégrer dans les programmes et actions prioritaires.

Art. 3. Le Gouvernement fixe les délais et les conditions dans lesquels les avis et propositions prévus par le présent décret doivent lui être transmis, ainsi que, après avis du Conseil supérieur de promotion de la santé, les procédures d'agrément et de retrait d'agrément.

CHAPITRE II. — *Le Conseil supérieur de promotion de la santé*

Art. 4. § 1^{er}. Il est créé un Conseil supérieur de promotion de la santé, qui a pour missions, sans préjudice de celles qui sont visées par d'autres dispositions :

1. de proposer au Gouvernement des axes prioritaires et des stratégies en matière de promotion de la santé et de médecine préventive envisagée dans ses aspects collectifs, en tenant compte de l'ensemble des besoins répertoriés en vue de permettre la préparation du programme quinquennal et du plan communautaire de promotion de la santé; ces propositions viseront notamment à la promotion de la santé à l'école;
2. de donner un avis au Gouvernement sur les projets de programme quinquennal et de plan communautaire de promotion de la santé, préalablement à leur approbation;
3. de faire rapport au Gouvernement sur l'exécution des programmes et plans susvisés; ces rapports sont communiqués par le Gouvernement au Parlement dans le mois de leur réception;
4. de donner au Gouvernement, soit d'initiative, soit à sa demande, des avis sur toute question relative à la promotion de la santé et à la médecine préventive.

§ 2. Le Conseil supérieur de promotion de la santé constitue toutes les commissions qu'il estime utiles dans le cadre de ses missions.

Art. 5. Le Conseil supérieur de promotion de la santé est composé de membres nommés par le Gouvernement pour une période de 5 ans, renouvelable :

1. trois membres représentant respectivement l'Ecole de santé publique attachée à l'Université Catholique de Louvain, à l'Université Libre de Bruxelles, et à l'Université de Liège;
2. un membre représentant l'Institut de médecine préventive de la société scientifique de médecine générale;
3. le fonctionnaire général dirigeant l'administration de la Communauté française, ayant la santé dans ses attributions, ou son représentant;
4. un membre représentant l'Office de la naissance et de l'enfance;
5. un membre représentant le Conseil scientifique et éthique du sida;
6. deux membres représentant les associations mutuellistes;
7. un membre représentant le Comité interprovincial de médecine préventive;
8. deux membres, médecins généralistes, représentant respectivement les associations de médecins et la Fédération des maisons médicales et collectifs de santé francophones;
9. quatre membres représentant les Centres locaux de promotion de la santé dont deux au moins choisis parmi les représentants des provinces dans lesdits centres, ou du pouvoir public qui assume leurs compétences dans la Région de Bruxelles-Capitale;
10. trois membres choisis par le Gouvernement en raison de leur compétence particulière respectivement dans le domaine de la lutte contre la tuberculose, de la prévention des assuétudes et de la médecine scolaire;
11. un membre représentant les pharmaciens d'officine.

Le Gouvernement peut aussi nommer quatre membres au maximum qu'il choisit en raison de leur compétence ou de leur action particulière en promotion de la santé.

Deux membres représentant le Gouvernement dont un membre représentant le ministre ayant la promotion de la santé dans ses attributions, assistent aux séances avec voix consultative.

Deux représentants des ministres chargés de la santé pour la Région wallonne et la COCOF peuvent assister aux séances à titre d'observateur.

Les membres représentant une institution sont proposés à la nomination par l'organe de gestion ou de concertation qui est compétent en ce qui les concerne.

Le Gouvernement nomme également, pour chaque membre effectif, un membre suppléant. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Art. 6. Le Gouvernement désigne, sur proposition du Conseil supérieur de promotion de la santé, son président et son vice-président. Ces mandats sont incompatibles avec la qualité de fonctionnaire de la Communauté française ou d'un de ses organismes d'intérêt public. Le secrétariat du même Conseil est assuré par le fonctionnaire général dirigeant l'administration de la Communauté française, ayant la santé dans ses attributions. Il peut se faire assister dans cette tâche par un agent de l'administration qu'il désigne.

Art. 7. En cas de démission ou de décès d'un membre, son remplaçant est nommé par le Gouvernement conformément à l'article 5 pour achever le mandat de son prédécesseur.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

Art. 8. § 1^{er} Dans les six mois de son installation, le Conseil supérieur de promotion de la santé arrête son règlement d'ordre intérieur, et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement fixe les jetons de présence et les indemnités de déplacement des membres du Conseil supérieur de promotion de la santé.

CHAPITRE III. — *Les Services communautaires de promotion de la santé*

Art. 9. Les Services communautaires de promotion de la santé sont des organismes ou services qui ont pour mission d'apporter une assistance logistique et méthodologique permanente en matière de formation, de documentation, de communication, de participation, de recherche ou d'évaluation, au Conseil supérieur de promotion de la santé, aux Centres locaux de promotion de la santé et aux organismes ou personnes qui développent des actions de terrain dans le domaine de la promotion de la santé.

Art. 10. Les Services communautaires de promotion de la santé sont agréés pour cinq ans, par le Gouvernement, sur avis du Conseil supérieur de promotion de la santé. Le Gouvernement définit les missions spécifiques qui leur sont confiées dans le cadre de l'exécution du programme quinquennal et des plans communautaires de promotion de la santé, les conditions d'utilisation des subventions qui leur sont accordées dans les limites des crédits budgétaires, pendant la période d'agrément, les justifications exigées et les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites.

Le non-respect des missions et des conditions d'utilisation des subventions peut entraîner, après mise en demeure notifiée par le Gouvernement et non suivie d'effet dans les 60 jours, la suspension ou la cessation de la liquidation des subventions ainsi que le retrait de l'agrément avant terme. Le Gouvernement prend les décisions relatives à l'application du présent alinéa sur rapport de ses services compétents. En ce qui concerne les retraits d'agréments avant terme, l'avis du Conseil supérieur de promotion de la santé est requis avant que le Gouvernement prenne ses décisions.

Le Gouvernement peut prévoir que le premier agrément est accordé provisoirement pour une période de deux ans.

Dans les trois mois à dater de leur agrément ou du renouvellement de celui-ci, les Services communautaires de promotion de la santé constituent entre eux un comité de concertation chargé notamment de coordonner et d'évaluer leurs actions. Chaque Service communautaire y désigne un représentant.

CHAPITRE IV. — *Les Centres locaux de promotion de la santé*

Art. 11. Les Centres locaux de promotion de la santé sont des organismes agréés pour coordonner, sur le plan local, la mise en œuvre du programme quinquennal et des plans communautaires de promotion de la santé. A cet effet, ils ont pour missions :

1. d'élaborer un programme d'actions coordonnées pluriannuel, respectant les directives du programme quinquennal. Ce programme est soumis à l'avis du Conseil supérieur de promotion de la santé et à l'approbation du Gouvernement, dans les délais que celui-ci détermine;
2. de coordonner l'exécution de ce programme d'actions au niveau des organismes ou personnes qui assurent les relais avec la population ou les publics-cibles, sans distinction de tendances philosophique, politique ou religieuse, et en tenant compte des spécificités du Plan communautaire de promotion de la santé;
3. de mettre à la disposition de ces organismes ou personnes la documentation disponible en matière de promotion de la santé et de prévention;
4. de transmettre chaque année au Conseil supérieur de promotion de la santé, dans le délai et dans la forme qu'il détermine, l'évolution des besoins de la population et des publics-cibles qu'ils ont mis en évidence dans leur ressort territorial, et de collaborer au recueil de données épidémiologiques.

Les Centres locaux de promotion de la santé travaillent en collaboration avec les administrations de la Communauté française concernées et les Services communautaires de promotion de la santé.

Art. 12. Un Centre local de promotion de la santé est agréé par le Gouvernement dans chacun des arrondissements ou groupes d'arrondissements suivants : Nivelles, Bruxelles-Capitale, Ath-Tournai-Mouscron-Comines, Charleroi-Thuin, Mons-Soignies, Huy-Waremme, Liège, Verviers, Namur-Dinant-Philippeville, Arlon - Bastogne-Marche-en-Famene - Neuchâteau-Virton.

Dans les trois mois à dater de leur agrément ou du renouvellement de celui-ci, les Centres locaux de promotion de la santé constituent entre eux un comité de concertation, chargé notamment de coordonner et d'évaluer leurs actions et de proposer la désignation de leurs représentants au Conseil supérieur de promotion de la santé. Lors des renouvellements de mandats, le comité de concertation veillera à ce que chacun des Centres locaux puisse y être représenté à tour de rôle.

Le comité de concertation se réunit au moins deux fois par an. Chaque Centre local de promotion de la santé y est représenté par au moins un délégué. Le président du Conseil supérieur de promotion de la santé est invité avec voix consultative aux séances du comité de concertation.

Art. 13. Peuvent seuls être agréés et subventionnés les Centres locaux de promotion de la santé associant pouvoirs publics et personnes privées, pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

1. l'organisme doit revêtir la forme d'une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921;
2. l'association doit avoir notamment pour objet l'organisation d'un partenariat pluraliste pour la mise en œuvre sur le plan local de la promotion de la santé, conformément au programme quinquennal et aux plans communautaires de promotion de la santé arrêté par le Gouvernement et exercer ses activités dans un des ressorts territoriaux définis à l'article 12;
3. les statuts doivent prévoir qu'un représentant de la Communauté et de chacun des autres pouvoirs publics contribuant au financement de l'association reçoivent les documents et procès-verbaux de l'assemblée générale et du conseil d'administration, et assistent aux séances avec voix consultatives, à moins qu'il ne siège en qualité de membre;
4. la Province ou le pouvoir public qui assume ses compétences dans la Région de Bruxelles-Capitale, dans lequel le Centre local exerce son activité, doit être membre de l'association, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
5. deux représentants des centres compétents en matière de médecine scolaire doivent être membres de l'association.

Art. 14. § 1^{er} La Communauté française contribue au fonctionnement de chaque Centre local de promotion de la santé par une subvention de base.

§ 2. L'octroi d'une contribution complémentaire de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui en dépendent à un Centre local de promotion de la santé est subordonné à une contribution des personnes de droit public et privé qui en sont membres.

Ces contributions peuvent être soit financières, soit réalisées par la mise à disposition de personnel, de locaux ou encore par la fourniture de services.

La contribution complémentaire de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui en dépendent ne peut globalement être supérieure à la moitié du total des autres contributions.

Art. 15. Les Centres locaux de promotion de la santé sont agréés pour cinq ans par le Gouvernement, sur avis du Conseil supérieur de promotion de la santé. Le Gouvernement définit les missions spécifiques qui leur sont confiées dans le cadre du programme quinquennal et des plans communautaires de promotion de la santé, les conditions d'utilisation des subventions et autres contributions qui leur sont accordées pendant la période d'agrément, dans les limites des crédits budgétaires, les justifications exigées et les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites.

Le non-respect des missions et conditions visées au 1^{er} alinéa peut entraîner, après mise en demeure notifiée par le Gouvernement et non suivie d'effet dans les 60 jours, la suspension ou la cessation de la liquidation des subventions, le retrait des autres contributions ainsi que le retrait de l'agrément avant terme. Le Gouvernement prend les décisions relatives à l'application du présent alinéa sur rapport de ses services compétents. En ce qui concerne les retraits d'agréments avant terme, l'avis du Conseil supérieur de promotion de la santé est requis avant que le Gouvernement prenne ses décisions.

Le Gouvernement peut prévoir que le premier agrément et le premier subventionnement sont accordés provisoirement pour une période de deux ans.

CHAPITRE V. — *Des actions et recherches en promotion de la santé*

Art. 16. Sur proposition du Conseil supérieur de promotion de la santé ou d'un Centre local de promotion de la santé, ou d'initiative, le Gouvernement peut subventionner des programmes d'action ou des recherches spécifiques à vocation locale ou communautaire. Le Gouvernement définit les missions spécifiques confiées, le financement accordé, les conditions de son utilisation, les justifications exigées et les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites. La durée maximale du financement accordé est de cinq ans, dans la limite des crédits budgétaires.

Le non-respect des missions et conditions visées au 1^{er} alinéa peut entraîner, après mise en demeure notifiée par le Gouvernement et non suivie d'effet dans les 60 jours, la suspension ou la cessation de la liquidation des subventions. Le Gouvernement prend les décisions relatives à l'application du présent alinéa sur rapport de ses services compétents.

Art. 17. Les programmes d'action ou de recherche visés à l'article 16 ne peuvent être financés que s'ils correspondent aux objectifs du programme quinquennal ou du plan communautaire de promotion de la santé.

Il sera en particulier tenu compte des populations qui connaissent une situation sociale, sanitaire ou économique défavorable et des différences de cultures.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 18. La Cellule permanente éducation pour la santé créée par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 novembre 1988 portant création de la Cellule permanente éducation pour la santé, et relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'éducation pour la santé ainsi qu'au subventionnement de programmes d'action ou de recherche en éducation pour la santé, exerce les missions dévolues au Conseil supérieur de promotion de la santé tant que ses membres n'ont pas été nommés par le Gouvernement; elle est dissoute à la date d'entrée en vigueur de ces nominations. Le Conseil communautaire consultatif de prévention pour la santé est dissous à la même date.

Art. 19. Le Centre de coordination communautaire et les Services aux éducateurs agréés comme tels, en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 novembre 1988 susvisé restent agréés et subventionnés pendant une durée de douze mois à dater de l'entrée en vigueur du décret, en qualité de Services communautaires de promotion de la santé. La prorogation de leur agrément et de leur subventionnement par le Gouvernement au-delà de ce délai est subordonné au respect des conditions fixées au chapitre III.

Art. 20. Les commissions locales de coordination agréées en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 novembre 1988 susvisé restent agréées et subventionnées pendant une durée de douze mois à dater de l'entrée en vigueur du décret en qualité de Centres locaux de promotion de la santé. La prorogation de leur agrément et de leur subventionnement au-delà de ce délai est subordonnée au respect des conditions fixées au chapitre IV.

Art. 21. L'article 13, 2^e alinéa, du décret du 16 avril 1991 portant création de l'Agence et du Conseil scientifique et éthique de prévention du sida pour la Communauté française, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les délais fixés par le Gouvernement, le Conseil scientifique et éthique lui propose des axes prioritaires en matière de prévention du sida et lui donne son avis sur les projets de programme quinquennal et de plan communautaire de promotion de la santé, en ce qui concerne les aspects relatifs à la prévention du sida.

Le Comité scientifique a pour mission de donner au Gouvernement, à sa demande ou de sa propre initiative, des avis concernant les aspects scientifiques liés à la lutte contre le sida. »

Art. 22. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juillet 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance
et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1810

[S - C - 97/29920]

14 JULI 1997. — Decreet houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Onder gezondheidspromotie in de zin van dit decreet wordt verstaan, het proces waarbij het individu en de collectiviteit in staat worden gesteld in te werken op de beslissende factoren van de gezondheid en, zodoende, deze laatste te verbeteren, door voorrang te verlenen aan een collectieve en solidaire verantwoordelijke betrokkenheid van de bevolking bij het dagelijks leven, waarbij personele keuze en maatschappelijke verantwoordelijkheid naast elkaar bestaan. De gezondheidspromotie heeft tot doel het welzijn van de bevolking te verbeteren door al de krachten op het niveau van het openbaar beleid in samenwerkingsverband te mobiliseren.

Art. 2. § 1. De Regering stelt een vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie vast, waarin de krachtlijnen van het beleid inzake gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap worden vastgelegd alsook het beleid inzake preventieve geneeskunde, in haar collectieve aspecten bekeken.

§ 2. De Regering stelt elk jaar, vóór 31 december, een Gemeenschapsplan voor gezondheidspromotie vast dat in de lijn van bovenvermeld vijfjarenprogramma ligt, en houdende vermelding van :

1. de bestanddelen en de prioritaire programma's die inzake gezondheidspromotie op korte en middellange termijn worden bepaald;
2. de strategieën en methodes die uit te werken zijn met het oog op de uitvoering en de evaluatie van die bestanddelen en prioritaire programma's;
3. de doelgroepen van de bevolking die in de programma's en de prioritaire acties moeten worden ingeschakeld.

Art. 3. De Regering bepaalt de termijnen waarin en de voorwaarden waaronder de adviezen en voorstellen bedoeld bij dit decreet haar moeten worden overgezonden alsook, na advies van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie, de procedures voor de erkenning en de intrekking van de erkenning.

HOOFDSTUK II. — *De Hoge Raad voor Gezondheidspromotie*

Art. 4. § 1. Er wordt een Hoge Raad voor Gezondheidspromotie opgericht die als opdrachten heeft, onverminderd de opdrachten bedoeld in andere bepalingen :

1. aan de Regering prioritaire krachtlijnen en strategieën inzake gezondheidspromotie en preventieve geneeskunde, in haar collectieve aspecten bekeken, voor te stellen, rekening houdend met al de vastgestelde behoeften om de voorbereiding van het vijfjarenprogramma en het Gemeenschapsplan voor gezondheidspromotie mogelijk te maken; deze voorstellen beogen inzonderheid de gezondheidspromotie op school;
2. een advies aan de Regering te geven over de ontwerpen van vijfjarenprogramma en Gemeenschapsplan voor gezondheidspromotie, voordat deze worden goedgekeurd;
3. verslag uit te brengen aan de Regering over de uitvoering van bovenvermelde programma's en plannen; deze verslagen worden door de Regering aan het Parlement medegedeeld binnen de maand waarin zij die verslagen heeft ontvangen;
4. aan de Regering, ofwel op eigen initiatief ofwel op haar verzoek, adviezen te geven over elke vraag betreffende de gezondheidspromotie en de preventieve geneeskunde.

§ 2. De Hoge Raad voor Gezondheidspromotie stelt al de commissies samen die hij nodig acht in het kader van zijn opdrachten.

Art. 5. De Hoge Raad voor Gezondheidspromotie bestaat uit leden die door de Regering voor een vernieuwbare periode van vijf jaar benoemd worden :

1. drie leden die de "Ecole de santé publique", respectievelijk toegevoegd bij de "Université Catholique de Louvain", bij de "Université Libre de Bruxelles" en bij de "Université de Liège", vertegenwoordigen;
2. een lid dat het "Institut de médecine préventive de la société scientifique de médecine générale" vertegenwoordigt;
3. de ambtenaar-generaal die de leiding van het bestuur van de Franse Gemeenschap bevoegd inzake gezondheid heeft, of zijn vertegenwoordiger;
4. een lid dat de "Office de la Naissance et de l'Enfance" vertegenwoordigt;
5. een lid dat de "Conseil scientifique et éthique du sida" vertegenwoordigt;
6. twee leden die de ziekenfondsen vertegenwoordigen;
7. een lid dat het "Comité interprovincial de médecine préventive" vertegenwoordigt;
8. twee leden, huisartsen, die respectievelijk de verenigingen voor artsen en de "Fédération des maisons médicales et collectifs de santé francophones" vertegenwoordigen;
9. vier leden die de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie vertegenwoordigen, onder wie ten minste twee die gekozen zijn uit de vertegenwoordigers van de provincies in bedoelde centra, of van de overheid die hun bevoegdheden uitoefent in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

(1) *Zitting 1996-1997.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : 127, nr. 1. — Amendementen : 127, nrs. 2 tot 15 en 17 tot 20. — Verslag : 127, nr. 16.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 8 juli 1997.

10. drie leden gekozen door de Regering op grond van hun bijzondere bevoegdheid respectievelijk inzake tuberculosebestrijding, preventie van verslaafdheid en schoolgeneeskunde;

11. een lid dat de officina-apothekers vertegenwoordigt.

De Regering kan ook ten hoogste vier leden benoemen die zij kiest omwille van hun bevoegdheid of hun bijzondere actie op het vlak van gezondheid.

Twee leden die de Regering vertegenwoordigen, onder wie een lid dat de minister tot wiens bevoegdheid de gezondheids promotie behoort, vertegenwoordigt, wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij.

Twee vertegenwoordigers van de ministers belast met de gezondheid voor het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie mogen als waarnemers op de vergaderingen aanwezig zijn.

De leden die een instelling vertegenwoordigen, worden ter benoeming voorgesteld door het beheers- of overlegorgaan dat bevoegd is wat hen betreft.

De Regering benoemt eveneens, voor ieder werkend lid, een plaatsvervangend lid. Het plaatsvervangend lid heeft alleen zitting wanneer het werkend lid afwezig is.

Art. 6. De Regering stelt, op de voordracht van de Hoge Raad voor Gezondheids promotie, zijn voorzitter en zijn ondervoorzitter aan. Deze mandaten zijn onverenigbaar met de hoedanigheid van ambtenaar van de Franse Gemeenschap of van een van haar instellingen van openbaar nut. Het secretariaat van diezelfde Raad wordt waargenomen door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van het bestuur van de Franse Gemeenschap bevoegd inzake gezondheid. Hij kan zich voor die taak laten bijstaan door een bestuursambtenaar die hij aanstelt.

Art. 7. Bij ontslag of overlijden van een lid, wordt zijn vervanger door de Regering benoemd overeenkomstig artikel 5 om het mandaat van zijn voorganger te voleindigen.

Ieder lid dat de hoedanigheid verliest omwille waarvan het werd benoemd, wordt als ontslagnemend beschouwd.

Art. 8. § 1. Binnen zes maanden na zijn installatie, stelt de Hoge Raad voor Gezondheids promotie zijn huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor.

§ 2. De Regering bepaalt het presentiegeld en de vergoedingen voor reiskosten van de leden van de Hoge Raad voor Gezondheids promotie.

HOOFDSTUK III. — *De Gemeenschapsdiensten voor gezondheids promotie*

Art. 9. De Gemeenschapsdiensten voor gezondheids promotie zijn instellingen of diensten die als opdracht hebben een permanente logistieke en methodologische steun te bieden inzake opleiding, documentatie, communicatie, deelneming, onderzoek of evaluatie aan de Hoge Raad voor Gezondheids promotie, aan de plaatselijke centra voor gezondheids promotie en aan de instellingen of personen die concrete acties inzake gezondheids promotie voeren.

Art. 10. De Gemeenschapsdiensten voor gezondheids promotie worden voor vijf jaar door de Regering erkend op advies van de Hoge Raad voor Gezondheids promotie. De Regering bepaalt de specifieke opdrachten die aan deze worden toevertrouwd in het kader van de uitvoering van het vijfjarenprogramma en de Gemeenschapsplannen voor gezondheids promotie, de voorwaarden voor de aanwending van de toelagen die aan deze worden toegekend binnen de perken van de begrotingskredieten, gedurende de erkenningsperiode, de vereiste verantwoording en de termijnen waarbinnen deze verantwoording moet worden voorgelegd.

De niet-naleving van de opdrachten en van de voorwaarden voor de aanwending van de toelagen kan, na de ingebrekestelling waarvan kennis wordt gegeven door de Regering en waaraan binnen de 60 dagen geen gevolg werd gegeven, de schorsing of de stopzetting van de uitbetaling van de toelagen alsook de intrekking van de erkenning vóór het einde van de termijn tot gevolg hebben. De Regering neemt de beslissingen in verband met de toepassing van dit lid op basis van het verslag van haar bevoegde diensten. Voor de intrekking van een erkenning vóór het einde van een termijn, is het advies van de Hoge Raad voor Gezondheids promotie vereist voordat de Regering haar beslissing neemt.

De Regering kan op voorhand bepalen dat de eerste erkenning voorlopig wordt toegekend voor een periode van twee jaar.

Binnen de drie maanden te rekenen vanaf hun erkenning of vanaf de vernieuwing ervan, vormen de Gemeenschapsdiensten voor gezondheids promotie onder mekaar een overlegcomité dat inzonderheid belast wordt met de coördinatie en de evaluatie van hun acties. Elke Gemeenschapsdienst stelt voor dit Comité een vertegenwoordiger aan.

HOOFDSTUK IV. — *De plaatselijke centra voor gezondheids promotie*

Art. 11. De plaatselijke centra voor gezondheids promotie zijn instellingen die erkend zijn om op plaatselijk niveau de uitvoering van het vijfjarenprogramma en de Gemeenschapsplannen voor gezondheids promotie te coördineren. Daartoe hebben zij als opdracht :

1. een meerjarenprogramma voor gecoördineerde acties uit te werken, waarbij de krachtlijnen van het vijfjarenprogramma worden nageleefd. Dit programma is voor advies aan de Hoge Raad voor Gezondheids promotie en ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd binnen de termijnen die de Regering bepaalt;

2. de uitvoering van dit actieprogramma te coördineren op het niveau van de instellingen of de personen die in contact staan met de bevolking of de doelgroepen van de bevolking, zonder onderscheid van filosofische, politieke of religieuze strekkingen en rekening houdend met de specificiteiten van het Gemeenschapsplan voor gezondheids promotie;

3. de beschikbare documentatie over gezondheids promotie en preventie ter beschikking van deze instellingen of personen te stellen;

4. elk jaar aan de Hoge Raad voor Gezondheids promotie, binnen de termijn en in de vorm die hij bepaalt, de evolutie mede te delen van de behoeften van de bevolking en de doelgroepen van de bevolking waarop zij in hun territoriaal ambtsgebied de aandacht hebben gevestigd en mede te werken aan de inzameling van epidemiologische gegevens.

De plaatselijke centra voor gezondheids promotie werken samen met de betrokken Gemeenschapsbesturen en de Gemeenschapsdiensten voor gezondheids promotie.

Art. 12. Een plaatselijk centrum voor gezondheids promotie wordt door de Regering erkend in elk van de volgende arrondissementen of groepen van arrondissementen : Nijvel, Brussel-Hoofdstad, Aat-Doornik-Moeskroen-Komen, Charleroi, Thuin, Bergen-Zinnik, Hoei - Borgworm, Luik, Verviers, Namen-Dinant-Philippeville, Aarlen-Bastenaken-Marche-en-Famenne-Neufchateau-Virton.

Binnen de drie maanden te rekenen vanaf hun erkenning of vanaf de vernieuwing ervan, vormen de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie onder elkaar een overlegcomité, dat inzonderheid belast wordt met de coördinatie en de evaluatie van hun acties en met het voordragen van de aanstelling van hun vertegenwoordigers in de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie. Bij de vernieuwing van mandaten, zorgt het overlegcomité ervoor dat elk plaatselijk centrum beurtelings erin kan vertegenwoordigd worden.

Het overlegcomité vergadert ten minste tweemaal per jaar. Elk plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie wordt er door ten minste een afgevaardigde vertegenwoordigd. De voorzitter van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie wordt met raadgevende stem op de vergaderingen van het overlegcomité uitgenodigd.

Art. 13. Kunnen enkel erkend en gesubsidieerd worden, de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie, die de overheid en privé-personen samen doen werken, voor zover de volgende voorwaarden worden vervuld :

1. de instelling moet als een vereniging zonder winstoogmerk in de zin van de wet van 27 juni 1921 opgericht zijn;
2. de vereniging moet inzonderheid als doel hebben een pluralistisch partnerschap te organiseren voor de invoering op plaatselijk niveau van de gezondheidspromotie, overeenkomstig het vijfjarenprogramma en de Gemeenschapsplannen voor gezondheidspromotie, vastgesteld door de Regering, en haar activiteiten uitoefenen in een van de territoriale ambtsgebieden bepaald in artikel 12;
3. de statuten moeten bepalen dat een vertegenwoordiger van de Gemeenschap en een vertegenwoordiger van elke andere overheid die bijdraagt tot de financiering van de vereniging de bescheiden en de notulen van de algemene vergadering en de raad van bestuur ontvangen en de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen, tenzij zij als lid zitting hebben;
4. de provincie of de overheid die haar bevoegdheden uitoefent in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, waarin het plaatselijk centrum zijn activiteiten uitoefent, moet lid zijn van de vereniging, behoudens afwijking verleend door de Regering;
5. twee vertegenwoordigers van de bevoegde centra inzake schoolgeneeskunde moeten lid zijn van de vereniging.

Art. 14. § 1. De Franse Gemeenschap verleent haar steun voor de werking van elk plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie door middel van een basistoelage.

§ 2. De toekenning aan een plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie van een bijkomende tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die ervan afhankelijk is, is afhankelijk van een bijdrage van de publiek- en privaatrechtelijke personen die er lid van zijn.

Deze bijdrage kan ofwel een financiële bijdrage zijn, ofwel geleverd worden door het terbeschikkingstellen van personeel, lokalen of ook door het verlenen van diensten.

De bijkomende tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die ervan afhankelijk is, mag in zijn geheel niet hoger zijn dan de helft van het totaal van de andere bijdragen.

Art. 15. De plaatselijke centra voor gezondheidspromotie worden door de Regering voor vijf jaar erkend, op advies van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie. De Regering bepaalt de specifieke opdrachten die aan deze worden toevertrouwd in het kader van het vijfjarenprogramma en de Gemeenschapsplannen voor gezondheidspromotie, de voorwaarden voor de aanwending van de toelagen en andere tegemoetkomingen die aan deze worden toegekend tijdens de erkenningsperiode, binnen de perken van de begrotingskredieten, de vereiste verantwoording en de termijn binnen welke deze verantwoording moet voorgelegd worden.

De niet-naleving van de in lid 1 bedoelde opdrachten en voorwaarden kan, na de ingebrekestelling waarvan kennis wordt gegeven door de Regering en waaraan binnen de 60 dagen geen gevolg werd gegeven, de schorsing of de stopzetting van de uitbetaling van de toelagen, de intrekking van de andere tegemoetkomingen alsook de intrekking van de erkenning vóór het einde van de termijn tot gevolg hebben. De Regering neemt de beslissingen in verband met de toepassing van dit lid op basis van het verslag van haar bevoegde diensten. Voor de intrekking van een erkenning vóór het einde van de termijn, is het advies van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie vereist, voordat de Regering haar beslissing neemt.

De Regering kan op voorhand bepalen dat de eerste erkenning en de eerste toekenning van toelagen voorlopig worden gegund voor een periode van twee jaar.

HOOFDSTUK V. — *Acties en onderzoek inzake gezondheidspromotie*

Art. 16. Op de voordracht van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie of van een plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie, of op eigen initiatief, kan de Regering toelagen verlenen voor actieprogramma's of specifiek onderzoek in plaatselijk of Gemeenschapsverband. De Regering bepaalt de toegewezen specifieke opdrachten, de toegekende financiering, de voorwaarden voor de aanwending ervan, de vereiste verantwoording en de termijn waarbinnen deze verantwoording moet worden voorgelegd. De maximale duur van de toegekende financiering loopt over vijf jaar, binnen de perken van de begrotingskredieten.

De niet-naleving van de in lid 1 bedoelde opdrachten en voorwaarden kan, na de ingebrekestelling waarvan kennis wordt gegeven door de Regering en waaraan binnen de 60 dagen geen gevolg werd gegeven, de schorsing of de stopzetting van de uitbetaling van de toelagen tot gevolg hebben. De Regering neemt de beslissingen in verband met de toepassing van dit lid op basis van het verslag van haar bevoegde diensten.

Art. 17. De actie- of onderzoeksprogramma's bedoeld bij artikel 16 kunnen alleen gefinancierd worden indien zij beantwoorden aan de doelstellingen van het vijfjarenprogramma of het Gemeenschapsplan voor gezondheidspromotie.

Er zal inzonderheid rekening worden gehouden met de bevolkingsgroepen die een ongunstige sociale, sanitaire of economische toestand kennen en met de culturele verschillen.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 18. De Permanente Cel voor Gezondheidsopvoeding, opgericht bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 november 1988 houdende oprichting van de Permanente Cel voor Gezondheidsopvoeding en betreffende de erkenning van en de toekenning van toelagen aan diensten voor gezondheidsopvoeding alsook betreffende de toekenning van toelagen voor actie- of onderzoeksprogramma's inzake gezondheidsopvoeding, voert de opdrachten uit die toegewezen zijn aan de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie, zolang zijn leden door de Regering niet werden benoemd; zij is ontbonden op de datum van de inwerkingtreding van deze benoeming. De Gemeenschapsraad van advies voor de gezondheidspreventie wordt op dezelfde datum ontbonden.

Art. 19. Het Gemeenschapscentrum voor coördinatie en de Diensten voor opvoeders die als dusdanig erkend zijn krachtens het bovenvermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 november 1988, blijven erkend en gesubsidieerd, gedurende twaalf maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het decreet, als Gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie. De verlenging van hun erkenning en hun subsidiëring door de Regering buiten deze termijn hangt af van de naleving van de in hoofdstuk III bepaalde voorwaarden.

Art. 20. De plaatselijke coördinatiecommissies, erkend krachtens het bovenvermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 november 1988 blijven erkend en gesubsidieerd, gedurende twaalf maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het decreet, als plaatselijke centra voor gezondheidspromotie. De verlenging van hun erkenning en hun subsidiëring buiten deze termijn hangt af van de naleving van de in hoofdstuk IV bepaalde voorwaarden.

Art. 21. Artikel 13, lid 2, van het decreet van 16 april 1991 houdende oprichting van het "Agence" en de "Conseil scientifique et éthique de prévention du Sida pour la Communauté française" (Bureau voor Aids-preventie en Raad voor wetenschappelijke en ethische aspecten van Aids-preventie in de Franse Gemeenschap) wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Binnen de door de Regering vastgestelde termijn, legt de Raad voor wetenschappelijke en ethische aspecten van Aids-preventie in de Franse Gemeenschap haar de prioritaire krachtlijnen inzake Aids-preventie voor en geeft haar zijn advies over de ontwerpen van vijfjarenprogramma en Gemeenschapsplan voor gezondheidspromotie, wat de aspecten betreft in verband met Aids-preventie.

Het Wetenschappelijk Comité heeft als opdracht aan de Regering, op haar verzoek of op eigen initiatief, adviezen te verstrekken over de wetenschappelijke aspecten in verband met de bestrijding van Aids. »

Art. 22. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 1997.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,
Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 97 — 1811

[S - C - 97/29297]

**24 JUILLET 1997. — Décret relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel
et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Du Conseil supérieur de l'audiovisuel

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Section 1re. — Le Conseil

Article 1^{er}. Il est créé un Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique, ci-après dénommé le Conseil.

Art. 2. Le Conseil est composé de trois collèges :

1° le collège d'avis;

2° le collège d'autorisation et de contrôle;

3° le collège de la publicité.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement nomme, pour un mandat de cinq ans renouvelable, un président, un premier, un deuxième et un troisième vice-président, dans le respect de l'article 9 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Les président et vice-présidents sont révocables par le Conseil de la Communauté française sur proposition du Gouvernement.

Les membres du collège d'autorisation et de contrôle sont révoqués par le Conseil de la Communauté française sur proposition du Gouvernement. Les membres des deux autres collèges sont révoqués par le Gouvernement.

(1) *Session 1996-1997.*

Documents du Conseil. — N^{os} 148, n^o 1 : Projet de décret; n^{os} 2 à 5 et 7 à 70. — Amendements de commission, n^o 6. — Amendements du Gouvernement, n^o 71. — Rapport : n^{os} 72 à 77. — Amendements de séance.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 15 juillet 1997. — Adoption. Séance du 17 juillet 1997.